

Tulsi Gabbard dit qu'Obama est derrière le nouveau « ministère de la Vérité ». Biden n'est qu'un homme de paille



[Source : [anguillesousroche.com](http://anguillesousroche.com)]

L'ancienne députée d'Hawaï Tulsi Gabbard a affirmé que le président Biden n'était rien d'autre qu'un homme de paille pour Barack Obama.

Elle a déclaré que c'est l'ancien président qui est à l'origine du nouveau « *conseil de gouvernance de la désinformation* », suggérant que Biden n'est qu'une simple figure de proue du projet.

Partageant des images centrées sur « *la désinformation et les défis pour la démocratie dans le domaine numérique* » tirées d'un discours d'Obama du 21 avril, Tulsi a déclaré que « *Biden n'est qu'un homme de paille* ».

Elle poursuit : « *Obama, 21 avril : les censeurs des médias sociaux 'ne vont pas assez loin', le gouvernement doit donc intervenir pour faire le travail. Six jours plus tard, la Sécurité intérieure met en place le 'ministère de la Vérité' (alias Conseil de gouvernance de la désinformation).* »

Biden is just a front man. Obama, April 21: social media censors "don't go far enough," so the government needs to step in to do the job. Six days later, Homeland Security rolls out the 'Ministry of Truth' (aka Disinformation Governance Board). [pic.twitter.com/CHOD4mbE0B](https://pic.twitter.com/CHOD4mbE0B)

– Tulsi Gabbard 🇺🇸 (@TulsiGabbard) May 1, 2022

Elle appelle également les démocrates à s'opposer au « *conseil de propagande* ».

Democrats who say you're against dictatorships, where are your voices condemning the Ministry of Truth? Even worse are Republicans who say such a propaganda board is needed but it should be headed by someone who's not

biased—not Jankowicz. They all need to read the Bill of Rights  
pic.twitter.com/rDZhFf40VK

– Tulsi Gabbard □ (@TulsiGabbard) May 2, 2022

RT rapporte : Dans le discours en question, prononcé à l'Université de Stanford, Obama a fait valoir que si les plateformes de médias sociaux ont pris des mesures contre les « contenus dangereux » qui « devraient être applaudies », les décisions concernant la modération « ne devraient pas être laissées uniquement aux intérêts privés ».

« Ces décisions nous concernent tous, et comme toute autre industrie qui a un impact important dans notre société, cela signifie que ces grandes plateformes doivent être soumises à un certain niveau de surveillance et de réglementation publique », a-t-il déclaré.

M. Obama a multiplié les mises en garde contre la désinformation en ligne ces dernières semaines, prononçant plusieurs discours sur le sujet rien que ce mois-ci, en plus d'une conférence organisée par la Fondation Obama pour discuter de « solutions créatives » au problème.

L'administration Biden a annoncé la semaine dernière la création du nouveau conseil de gouvernance de la désinformation, en précisant qu'il fonctionnera sous l'autorité du ministère de la sécurité intérieure. Bien que les responsables aient déclaré que le conseil « surveillera » la supposée « désinformation » en ligne de manière « non partisane » et « apolitique », la portée complète de ses activités reste floue, malgré les clarifications ultérieures du chef du DHS, Alejandro Mayorkas.

Interrogé sur le fonctionnement exact du conseil lors d'un entretien avec Dana Bash, de *CNN*, dimanche, M. Mayorkas s'est contenté de dire que le conseil ne violerait pas les droits des Américains et n'espionnerait pas les citoyens.

« Il s'agit de veiller à ce que la manière dont nous traitons les menaces – la connectivité entre les menaces et les actes de violence – soit traitée sans porter atteinte à la liberté d'expression, à la protection des droits civils et des libertés civiles, au droit à la vie privée », a-t-il déclaré. « Le conseil, ce groupe de travail, s'inspirera des meilleures pratiques et communiquera ces meilleures pratiques aux opérateurs. »

Les critiques n'ont pas tardé à dénoncer le nouveau conseil de désinformation, le comparant au ministère de la Vérité de 1984 de George

Orwell, et Mme Gabbard l'a déjà qualifié de « *bras de propagande* » de l'État. La Maison Blanche a cependant rejeté cette caractérisation, insistant sur le fait que le conseil n'a pas été créé pour « *juger ce qui est vrai ou faux, en ligne ou autrement* ».